



ARRÊTÉ D'OCTROI D'UNE PERMISSION DE VOIRIE

DOM'ELEC – TRANCHÉE – RUE DU STADE - 01/02/2023

Le Maire de la commune de Montrottier (Rhône),

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L.113-2, L.141-1 et suivants et R.141-13 à R.141-21,

Vu la demande du 24 janvier 2023 formulé par DOM'ELEC, représenté par Jean-Pierre PASCUAL, à Montrottier, afin d'être autorisé à occuper une partie de la voie publique située « Rue du Stade » appartenant au domaine public communal de voirie et à y réaliser des travaux de creusement de tranchée pour enfouissement de câble,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er} : L'entreprise DOM'ELEC est autorisée à occuper la partie de la voie publique située « Rue du Stade », figurant au plan annexé au présent arrêté et à y réaliser des travaux de creusement de tranchée pour enfouissement de câble,

ARTICLE 2 : L'entreprise DOM'ELEC est autorisée à réaliser des travaux de voirie sous réserve que la circulation et la visibilité ne subissent aucune gêne.

ARTICLE 3 : L'installation et ses abords devront être tenus en constant état de propreté. Les déchets de toute natures ne devront, en aucun cas, être jetés sur la voie publique.

ARTICLE 4 : Sont prohibées toutes installations malpropres, rudimentaires, inesthétiques ou de nature à nuire au bon aspect de la voie publique ainsi que les installations qui ne présenteraient pas toutes les garanties de sécurité, de solidité ou de stabilité nécessaires,

ARTICLE 5 : Le présent permis est accordé pour une durée de 1 jour, le 01 février 2023, de 8 H à 18 H.

ARTICLE 6 : La présente autorisation pourra être retirée à toute époque et notamment lorsque l'intérêt public l'exigera, en cas de non-respect de l'une des dispositions de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et transmis à la Gendarmerie de Saint Laurent de Chamousset.

Fait à Montrottier, le 24 janvier 2023,

Le Maire,

Michel GOUGET.



Le présent arrêté peut être contesté par le biais d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.